



## Académie des sciences d'outre-mer

### *Les recensions de l'Académie*<sup>1</sup>

***Terres porteuses : entre faim de terres et appétit d'espace / Gérard Chouquer***  
**éd. Errance - Actes Sud, 2012**  
**cote : 58.712**

Dans un livre de 247 pages, Gérard Chouquer, historien connu pour ses études sur la terre et les paysages, notamment dans l'antiquité romaine, s'interroge sur les enjeux fonciers et agricoles à l'ère de la mondialisation. Son objectif est d'attirer l'attention sur l'ampleur actuelle des transferts de terre et des délocalisations agricoles opérées dans un but de sécurité alimentaire ou pour des raisons spéculatives. Les pays cibles des acquisitions se situent essentiellement au Sud, en Amérique du Sud et en Afrique subsaharienne, l'une et l'autre censées avoir un important foncier disponible sous-exploité que les investisseurs issus des pays occidentaux et des pays émergents se proposent de mettre en valeur.

Le livre comprend deux parties. Dans la première, « Un brutal coup de projecteur depuis 2008 », l'auteur tente de dresser un état des lieux des accaparements de terres, ou *land grabbing* au cours des dernières années, depuis que les émeutes de la faim de 2008 ont redonné toute leur importance aux questions agro-foncières. Il rappelle la médiatisation de l'affaire Daewoo - un projet de location à bail de 99 ans de 1,3 million d'ha à Madagascar - et les campagnes d'organisations internationales comme l'ONG Grain, International Land Coalition ou Oakland Institute qui ont porté sur la place publique cette question de l'accaparement de terres souvent assimilée à un néocolonialisme. Il distingue à juste titre les pays qui recherchent une sécurité alimentaire en externalisant une production agricole insuffisante sur leurs territoires exigus ou qui manquent d'eau (péninsule arabe, Libye, Singapour, mais aussi Corée) et ceux qui, comme les Etats-Unis et les pays européens voient dans la terre un placement redevenu rentable. Quant à l'Inde et à la Chine, leurs acquisitions participent d'une politique globale de pénétration des marchés africains.

Gérard Chouquer s'est heurté à la difficulté d'une évaluation chiffrée des acquisitions de terres. Il ne cache pas qu'il est difficile d'en apprécier la réalité. Il propose pour cela 11 niveaux d'appréciation. On a du mal à le suivre sauf quand il aborde des exemples concrets comme le projet Malibya dans le secteur de l'Office du Niger. L'articulation entre des références historiques comme le colonat romain, le régime concessionnaire en AEF, ou les plantations de thé de Kericho au Kenya avec les situations contemporaines n'est pas toujours très claire. On comprend mieux quand l'auteur déclare que l'accaparement des terres ne passe plus par la conquête mais par une marchandisation mondialisée. Reste que condamner la transformation agro-industrielle du monde parce qu'elle irait de pair avec l'absence de démocratie et un





## *Académie des sciences d'outre-mer*

néocolonialisme c'est aller un peu vite en besogne faute d'arguments irréfutables fondés sur un véritable travail de terrain.

Dans une deuxième partie intitulée « Des éléments pour comprendre et agir », l'auteur avance l'idée d'un « nouveau commerce triangulaire mondial » faisant référence au commerce triangulaire de l'époque de la traite esclavagiste atlantique. Cette idée reste trop imprécise pour entraîner l'adhésion. En revanche, Gérard Chouquer remet au centre de sa réflexion la question centrale de l'incompatibilité entre les droits fonciers dits « positifs » introduits dans les colonies par l'Europe et repris par les Etats indépendants, et les droits coutumiers liés aux pratiques foncières des populations autochtones. Il critique à juste titre les notions de domanialité et de « bien vacant et sans maître » sur lesquelles les Etats s'appuient pour disposer des terres. Il se place d'un point de vue anthropologique et philosophique pour condamner la finance alliée à l'agrobusiness qui aboutissent à une « dyslocalisation » brisant le lien entre les hommes et leurs lieux. Il faut dit-il « refaire de la géographie », retrouver le sens de « l'être-là ». Comment ne pas le suivre sur ce terrain d'un refus de la « délocalisation générale du rapport à la terre dans une forme agéographique et asociale du rapport foncier » qui découle du « paradigme néolibéral du foncier contemporain » ?

On l'aura compris, cet ouvrage, parfois brouillon parce que l'auteur est pressé de faire passer son message, est un ouvrage engagé. Il ne répond pas à toutes les questions que posent l'accaparement de terres, et plus généralement un foncier situé au cœur de la construction sociale, mais il pose les bonnes questions. On comprend à la lecture de ce livre stimulant ce que signifie l'expression « terres porteuses », et l'urgence de repenser les rapports entre l'homme et la terre dans des termes autres que ceux de la marchandisation.

**Roland Pourtier**